

RÈGLEMENT DE CONSULTATION



Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION

CONCEPTION, ÉLABORATION ET INTÉGRATION D'UNE FORMATION EN LIGNE
(MOOC) ACCESSIBLE À TOUS SUR L'IDENTIFICATION ET LE DÉNOMBREMENT DES
OISEAUX D'EAU (AEWA) EN AFRIQUE SAHÉLIENNE ET DU NORD

MARCHÉ CONCLU SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique
(Articles L. 2123-1, L. 2113-10, R. 2113-1, R. 2112-1 à R.2112-3 inclus et R. 2123-1, R. 2123-4, R.
2123-5, R. 2131-12 1°)

Marché n° 2020 - MAPA33



IMPORTANT Date et heure limites de réception des offres

5 février 2021 à 12h30

N° Lot	Intitulé	Forme	Mode d'attribution
1	Développement du MOOC	Marché ordinaire à prix forfaitaires	Mono-attributaire (1 attributaire)
2	Vidéo/ITW	Marché ordinaire à prix forfaitaires	Mono-attributaire (1 attributaire)
3	Intégration à une plateforme dédiée	Marché ordinaire à prix forfaitaires	Mono-attributaire (1 attributaire)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ.....	3
1.3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	4
ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1. DUREE DU MARCHÉ	4
2.2. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ÉVENTUELLES (P.S.E).....	4
2.3. TRANCHE OPTIONNELLE (T.O).....	5
2.4. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
2.5. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	5
2.6. POINT DE CONTACT UNIQUE DU CANDIDAT	6
2.7. CONSIDERATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6
2.8. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	6
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION	7
3.1. CONTENU	7
3.2. RETRAIT	7
3.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
4.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE	9
4.2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE	10
4.3. CONTENU DU MEMOIRE TECHNIQUE.....	11
4.4. DOCUMENTS EN LANGUE FRANÇAISE	12
ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION	12
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES	12
5.2. SELECTION DES OFFRES.....	13
5.3. NEGOCIATION.....	14
5.4. PROCEDURE INFRUCTUEUSE.....	14
ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	15
6.1. MODALITES RELATIVES A LA REMISE DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE	15
SIGNATURE ELECTRONIQUE	15
6.2. MODALITES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE	18
ARTICLE 7 : DÉCISION FINALE.....	19
7.1. ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	19
7.2. MISE AU POINT	22
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS.....	22
8.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	22
8.2. PROCEDURES DE RECOURS	23

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la conception, élaboration et intégration d'une formation en ligne (MOOC) accessible à tous sur l'identification et le dénombrement des oiseaux d'eau (AEWA) en Afrique sahélienne et du nord.

Pour l'ensemble des lots, la classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale	Classification(s) secondaire(s)
72400000-4 Services Internet	72000000-5 Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

1.2. Forme et allotissement du marché

1.2.1 Procédure

La procédure de passation est la procédure adaptée ouverte, conformément aux articles L. 2123-1, L. 2113-10, R. 2113-1, R. 2112-1 à R.2112-3 inclus et R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5, R. 2131-12 1° du Code de la commande publique.

1.2.2 Allotissement

Le présent marché à procédure adaptée ouverte se décompose en 3 lots

N° Lot	Intitulé	Forme	Mode d'attribution
1	Développement du MOOC	Marché ordinaire à prix forfaitaires	Mono-attributaire (1 attributaire)
2	Vidéo/ITW	Marché ordinaire à prix forfaitaires	Mono-attributaire (1 attributaire)
3	Intégration à une plateforme dédiée	Marché ordinaire à prix forfaitaires	Mono-attributaire (1 attributaire)

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs voire pour l'ensemble des lots.

Cependant, un dossier de candidature et d'offre devra être remis pour chaque lot.

Un même candidat pourra être attributaire d'un ou plusieurs lots. Chaque lot est mono-attributaire.

1.2.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché composé de marchés ordinaires et mono-attributaires.

Pour l'ensemble des lots, les montants minimum et maximum estimés de l'opération sur la durée totale du marché (**soit 1 an ferme**) est le suivant :

- **Seuil minimum** : sans seuil minimum ;
- **Seuil maximum** : 50 000 € H.T

1.3. Conditions de participation

Le candidat se présente seul ou en groupement d'entreprises.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée de 1 an **ferme à compter de sa date de notification**.

Ce marché n'est pas reconductible.

2.2. Variantes et Prestations Supplémentaires Éventuelles (P.S.E)

2.2.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.2.2 Prestations Supplémentaires Éventuelles (P.S.E)

Aucune Prestation Supplémentaire Éventuelle (P.S.E) n'est prévue.

2.3. Tranche optionnelle (T.O)

Conformément aux articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique, Chaque lot du présent marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

N° Lot	Intitulé	Tranches fermes	Tranches optionnelles
1	Développement du MOOC	Phases n°1 et n°2 (voir l'article 8 du CCP)	Réversibilité (voir l'article 10.4 du CCP)
2	Vidéo/ITW	Phase n°3 (voir l'article 8 du CCP)	Réversibilité (voir l'article 10.4 du CCP)
3	Intégration à une plateforme dédiée	Phase n°4 (voir l'article 8 du CCP)	Réversibilité (voir l'article 10.4 du CCP)

Dans l'hypothèse de l'affermissement de la tranche optionnelle, l'OFB communiquera son choix, en notifiant sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, fax, courriel avec accusé de réception ou envoi d'un message sécurisée via la plateforme PLACE.

L'OFB fera part de sa décision d'affermir la tranche optionnelle **au plus tard, lors du dernier mois du présent marché.**

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours (soit 4 mois)** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5. Modalités essentielles de paiement et de financement

a) Modalités essentielles de paiement

Les prestations seront réglées :

- Par des prix forfaitaires, fixé par une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) selon les stipulations de l'acte d'engagement.

b) Modalités essentielles de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Fonds propres de l'Office Français pour la Biodiversité (O.F.B) à hauteur de 100%.

Pour DRAS service UAM			
Imputation budgétaire	Enveloppe	Service gestionnaire (CRB/SO)	Destination
	2-fonctionnement	F0001	D04.001

Les sommes dues aux titulaires et aux sous-traitants de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (Attri 1).

Au sein de l'acte d'engagement, à l'article dédié à l'avance, si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

2.6. Point de contact unique du candidat



ATTENTION :

L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui restera valide jusqu'au terme de la consultation.

2.7. Considérations sociales et environnementales

2.7.1 Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

2.7.2 Considérations environnementales

Le présent marché public comprend des considérations environnementales :

- Au dernier point de l'étape n°1 de l'article 8.3 du CCP « **identification et définition des outils existants à mobiliser ou à créer** » ;
- Au premier point de l'étape n°3 de l'article 8.3 du CCP « **vidéo de présentation (aguiche ou « teaser ») du MOOC assez courte (3-4min)** » ;
- Ainsi qu'un sous-sous-critère d'attribution portant sur des précisions relatives à la démarche éco-responsable et les solutions techniques adaptées à des bas débits (économie de bande passante) proposées.

2.8. Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Direction Générale de l'OFB - Pôle juridique

Site de Vincennes,

25 bis, avenue du Petit Parc

5/7 square Félix Nadar

« Le Nadar » Hall C

94300 VINCENNES

Représentée par le chef du pôle juridique

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

Direction Générale de l'OFB - Pôle juridique

Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C
94300 VINCENNES
Représentée par le chef du pôle juridique
Coordonnées du délégué à la protection des données :
emmanuel.buttery@ofb.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'OFB, en charge de la passation puis de l'exécution du présent marché.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du marché ainsi que durant la DUA applicable au marché.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

3.1. Contenu

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'annexe n°1 au règlement de consultation : l'attestation sur l'honneur ;
- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P) ;
- L'annexe n°1 au cahier des clauses particulières (C.C.P) : questionnaire égalité femmes-hommes ;

3.2. Retrait

Les candidats doivent retirer le DCE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2020 MAPA-33

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Dans l'hypothèse où les candidats acceptent de s'identifier, ils peuvent compléter, en ligne, un formulaire d'identification où ils précisent : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents*, une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique*, le N° SIREN de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse postale.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article 1 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, en cas d'identification préalable au téléchargement, seules les deux premières rubriques (signalées ci-dessus par un *) sont exigibles (nom de la personne physique chargée du téléchargement et adresse électronique valide). Les candidats ne souhaitant pas communiquer les autres informations précitées (numéro de téléphone, etc...) ne sont pas tenus de renseigner les autres champs.

L'inscription de ces éléments permet de façon certaine une correspondance électronique et ainsi le respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

☒ .zip/.rar
☒ .doc, .xls, .pdf

Les candidats ne supportent aucun autre frais que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur internet (type « internet explorer » version 6 ou supérieure ou « firefox » version 1.5 ou supérieure), et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Retrait des DCE sous format papier

Les dossiers de consultation ne peuvent pas être retirés dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support papier ou sur support physique électronique ne sera satisfaite.

3.3. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de 7 jours, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au dossier de la consultation sont publiées sur la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le dossier de consultation des entreprises.

IMPORTANT :

Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat avant de télécharger le Dossier de consultation, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats, qui ne s'identifieront pas préalablement, ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les dossiers des candidats sont entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les prix sont exprimées en EURO (€).

Point de contact unique du candidat :



ATTENTION :

L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressée aux candidats via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui restera valide jusqu'au terme de la consultation.

4.1. Pièces constitutives de la candidature

4.1.1 Candidature sous la forme des documents DC1, DC2 et listes principales des prestations

En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement est tenu de fournir l'ensemble des pièces demandées en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-24 inclus, R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement (*conjoint ou solidaire*).

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

Les formulaires (dernière version en vigueur) sont téléchargeables gratuitement sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R. 2143-3, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-16 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2143-3, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-16 du Code la commande publique :

Libellés
Déclaration d'intention de soumissionner (DC1 – <i>imprimé dernière version ou forme libre</i>) ;
Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'entreprise (<i>il s'agit par exemple de l'extrait Kbis de l'entreprise et d'une délégation de pouvoir si la personne qui signe le marché n'est pas le dirigeant indiqué sur l'extrait Kbis</i>) ;
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-1, R. 2142-2, R. 2142-5, R. 2142-6 à R. 2142-14 inclus, R. 2142-25 du Code de la commande publique :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, portant au maximum sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (DC2 – <i>imprimé dernière version ou forme libre</i>).

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-1, R. 2142-2, R. 2142-5, R. 2142-6 à R. 2142-14 inclus, R. 2142-25 du Code de la commande publique :

Libellés
Liste des principales prestations de services effectuées au cours des trois (3) dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. (<i>Un modèle de présentation est fourni en annexe du règlement de la consultation</i>)

4.1.2 Annexe n°1 « attestation sur l'honneur » au règlement de la consultation

En plus des DC1, DC2, le candidat devra avoir complété et transmis l'annexe au règlement de la consultation citée ci-dessous :

- L'annexe n°1 au règlement de consultation : l'attestation sur l'honneur.

4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne remplissant les conditions décrites, ci-dessous, est incomplète et sera donc considérée comme irrégulière conformément à l'article L.2152-2 du code de la commande publique.

Les offres seront examinées conformément aux articles R. 2152-1 à R. 2152-3 du code de la commande publique.

Le candidat devra fournir, les pièces constitutives de l'offre suivantes :

- L'acte d'engagement (ATTR11) et sa décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F), dûment complété(s) par la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- Le mémoire technique du candidat dûment complété conformément aux dispositions de l'article 4.3 du présent document ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B) ou Postal.

En cas d'attributaire seul : il sera demandé à l'attributaire de fournir l'acte d'engagement signé.

En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé, soit par chacun des membres, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement devra indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

4.3. Contenu du mémoire technique

Le candidat fournira les *curriculum*s vitae des principaux intervenants.

Le cas échéant, il décrira les missions similaires dont il a eu la charge.

Le mémoire technique de chaque candidat devra détailler notamment les points suivants :

- Présentation du candidat et des sous-traitants le cas échéant ;
- Valeur technique des offres ;
 - Présentation du contexte et des enjeux du besoin ;
 - L'organisation et méthodologie mise en place pour assurer l'exécution des prestations ;
 - Des précisions sur la démarche éco-responsable et les solutions techniques adaptées à des bas débits (économie de bande passante) proposées ;
 - Le calendrier proposé pour l'exécution de la prestation ;
 - Capacité à animer des réunions multi-acteurs et coordonner des travaux d'experts ;
 - Capacité à synthétiser des informations scientifiques et techniques et expériences antérieures auprès d'acteurs du milieu de l'environnement et de la biodiversité ;
 - Connaissance technique du sujet et des outils utilisés en matière de
 - De l'aspect créatif, intuitif et concret du parcours pédagogique proposé (conception, scénarisation) et son adaptation au public visé (par ex dans le développement d'outils d'interaction avec les apprenants, etc.) ;
 - De la quantité de contenus multimédias proposés (animation, motion design, vidéos, tests d'évaluation) et la flexibilité sur le sujet ;
 - De l'originalité et la qualité de ces contenus multimédias (tests variés et ludiques, esthétique des animations, vidéos...) ;
 - De l'expérience de l'équipe technique (notamment pratique et maîtrise de différentes plateformes d'intégration)
 - Expérience et organisation des moyens humains affectés à l'exécution des prestations
 - Profils des intervenants curriculum vitae de tous les membres de l'équipe y compris directeur de projet, chef de projet ;
 - Répartition des tâches en fonction des compétences mobilisées.

- Les références et travaux (**au moins, 3 minimum à présenter**) précédents que le candidat considère en lien avec les thématiques : environnementales, métier et techniques du marché.
Pour chacune, citer les méthodes et les outils techniques utilisés. Pour chacune, écrire un paragraphe descriptif du projet ou de l'action, et, du lien pressenti avec le marché.

En tant qu'hypothèse de travail, la date prévisionnelle de début d'exécution des prestations à prendre en compte est le 26/02/2021 (**date non contractuelle**).

Les candidats sont-ils tenus d'indiquer les noms et les titres d'étude et/ou l'expérience professionnelle des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ?

☐ non ☒ oui

Le CCP détaille :

- **L'ensemble des éléments techniques et méthodologiques devant figurer dans l'offre du candidat ;**
- **Les éléments administratifs qui régiront la vie du marché.**

4.4 Documents en langue française

Si les documents fournis par un candidat en application de l'article 4 ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

5.1. Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procède à leur ouverture et à la vérification du contenu des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur procédera au jugement tant de la capacité économique et financière et que de la capacité technique et professionnelle des candidats et éliminera les candidatures lorsque les capacités seront manifestement insuffisantes.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent règlement ; avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, **il peut**, conformément aux articles R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique, décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner, le cas échéant, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces réclamées, ou les candidats dont les dossiers de

candidature demeurent incomplets après avoir été invités à les compléter en vertu des articles R.2144-1 à R.2144-7 inclus du Code de la commande publique, ne seront pas admis.

Le candidat qui n'aura produit aucune pièce au titre de la candidature tel que précisé au 4.1 du présent règlement de consultation, **ne sera pas amené à régulariser son dossier et sa candidature sera écartée d'office.**

5.2. Sélection des offres

5.2.1 Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R.2152-7 inclus puis R. 2152-11 du Code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur est habilité à faire préciser l'offre en tant que de besoin.

Les critères pondérés de sélection des offres sont :

Les critères pondérés de sélection des offres sont :			
Intitulé des critères et sous-critères	Pondération des sous-sous-critères	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
Valeur technique appréciée à partir des éléments ci-dessous :			
Méthodologie appréciée à partir des éléments ci-dessous :			65%
La présentation du contexte et des enjeux du besoin ;	5%	20%	
La méthodologie mise en place pour assurer l'exécution des prestations ;	5%		
Des précisions sur la démarche éco-responsable et les solutions techniques adaptées à des bas débits (économie de bande passante) proposées ;	5%		
Le calendrier proposé pour l'exécution de la prestation	5%		
Références dans le même domaine d'intervention permettant d'attester la capacité du candidat			
Capacité à animer des réunions multi-acteurs et coordonner des travaux d'experts	3%	10%	
Capacité à synthétiser des informations scientifiques et techniques et expériences antérieures auprès d'acteurs du milieu de l'environnement et de la biodiversité.	7%		
Connaissance technique du sujet et des outils utilisés dans ce domaine appréciée à partir des éléments ci-dessous et d'au moins 3 références-travaux minimum à présenter :			
de l'aspect créatif, intuitif et concret du parcours pédagogique proposé (conception, scénarisation) et son adaptation au public visé (par ex dans le développement d'outils d'interaction avec les apprenants, etc.)	10%	35%	
de la quantité de contenus multimédias proposés (animation, motion design, vidéos, tests d'évaluation) et la flexibilité sur le sujet	10%		
de l'originalité et la qualité de ces contenus multimédias (tests variés et ludiques, esthétique des animations, vidéos...)	10%		
de l'expérience de l'équipe technique (notamment pratique et maîtrise de différentes plateformes d'intégration)	5%		
Prix des prestations analysés sur la base des prix de la DPGF			35%

5.2.2 Prévalence du prix forfaitaire de l'Acte d'Engagement en cas d'erreur matérielle

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, c'est le prix forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement qui fait foi.

5.2.3 Méthode de notation des offres

Les offres sont analysées au regard des critères ci-dessus.

- ⚠ Pour chaque critère cité à l'article 5.2.1 du présent règlement de consultation, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCP seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur.

- ⚠ De plus, un candidat n'ayant pas obtenu un total minimum de 3,25 points sur 6,5 affectés **aux trois sous-critères de la valeur technique** indiqués, ci-dessus, est éliminé.

5.3. Négociation

Pour chaque lot, après l'examen de l'ensemble des offres et sous réserve d'un nombre de candidats suffisants, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les 3 premiers candidats du classement provisoire (avant négociation) à l'exception :

- De ceux dont la candidature sera rejetée ;
- De ceux dont l'offre sera jugée inappropriée ;
- De ceux dont les offres ne satisfont pas l'ensemble des exigences techniques exprimées au CCP ;
- De ceux dont la note de la valeur technique (avant négociation) n'atteint pas un minimum de 3,25 sur 6,5 points.

Dans l'éventualité où moins de 3 candidats auraient remis une offre, l'OFB négociera avec les candidats restants sous réserve des exceptions précédemment citées.

Par conséquent, les candidats sont invités à transmettre leurs meilleures offres technique et financière.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre.

Conformément à l'article R 2123-5 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale, sans négociation.

5.4. Procédure infructueuse

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits,

La procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les plis seront obligatoirement remis **par voie dématérialisée**.

Les plis devront être envoyés à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>



Avant la date limite de remise des offres fixée au :

5 février 2021 à 12h30

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

La signature électronique n'est pas requise pour cette consultation.

Toutefois si une entreprise, qui en dispose, souhaite la mettre en œuvre, les conditions ci-dessous, devront être respectées.

6.1. Modalités relatives à la remise des offres par voie dématérialisée

Signature électronique

L'arrêté du 15 juin 2012 autorise les signataires par voie électronique à utiliser le certificat et la signature de leur choix, sous réserve de sa conformité aux normes du référentiel général d'interopérabilité et au référentiel général de sécurité.

Le signataire utilise également l'outil technique de son choix, sous réserve de fournir gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de cette signature et de son certificat. L'arrêté autorise l'usage d'un parapheur électronique facilitant la signature multiple ou la signature en dehors de la plate-forme achat (**profil acheteur**) du Pouvoir Adjudicateur.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, les candidats devront respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,

à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

➤ Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement->

- eidas/liste-nationale-de-confiance/
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE », utilisée par l'OFB, accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Jusqu'au 30 septembre 2018, les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent.

A compter du 1^{er} octobre 2018, les documents de la consultation, dont la signature électronique est requise, doivent être signés au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

Toutefois les certificats de signature conforme au RGS ou équivalent émis avant le 1^{er} octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par le Pouvoir Adjudicateur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

1- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

2- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

➤ Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder

à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour le Pouvoir Adjudicateur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

➤ **Comment signer les pièces au sein d'un dossier zippé**

Signer le dossier électronique qui contient plusieurs documents électroniques est insuffisant. En effet, **c'est la signature de chaque document devant être signé (cf. tableau ci-après) qui sera examinée** par le pouvoir adjudicateur et non celle de l'enveloppe (fichier zip) qui les contient.

La signature électronique est non-valide et le document correspondant réputé non-signé notamment dans les cas suivants:

- la signature est absente,
- le certificat a été révoqué avant la date de signature du document,
- le certificat expire avant la date de signature du document,
- le certificat est établi au nom d'une personne physique qui n'a pas la capacité à engager la société.

L'OFB souhaite attirer l'attention des candidats sur le délai demandé par les organismes de certification pour la délivrance des certificats de signature électronique. Il convient donc d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des candidatures ou offres.

La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme mais seulement au moment de la réponse électronique (un délai d'obtention est à prévoir).

La signature électronique des candidatures et des offres des groupements d'entreprises revient

- Soit à tous les membres du groupement¹
- Soit au mandataire² qui, bénéficiant des habilitations nécessaires, signe seul l'offre au nom du groupement.
Il assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Rappel : une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Anti-virus :

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure.

¹ Le représentant légal de la société ou soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

² Le représentant légal de la société ou soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

La personne publique pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

L'heure de la plateforme est l'heure de Paris. Tous les événements intervenant en guichet de dépôt sont horodatés par l'horloge du serveur Marches-Publics.info, elle-même asservie à deux « serveurs de temps fiables » externes. Seule cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délai ». Il est souhaitable de s'assurer que votre horloge est correctement réglée et tient compte des éventuels écarts avec cette référence de temps.

Attention :

Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se **termine** après la date et heure limite. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt. A l'instar des réponses sous forme papier, les réponses électroniques arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne seront pas examinées et seront supprimées.

Il est nécessaire de prendre des dispositions en fonction de la taille de vos plis, et de la vitesse de votre connexion.

Le mode de transmission électronique sécurisé choisi par le candidat doit permettre à l'OFB d'ouvrir les pièces transmises sans son concours, c'est-à-dire sans une intervention personnelle du soumissionnaire.

L'enveloppe virtuelle dénommé « pli » doit contenir les mêmes éléments que les plis papiers mentionnés au présent règlement de consultation.

Les soumissionnaires s'assureront que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant (virus...).

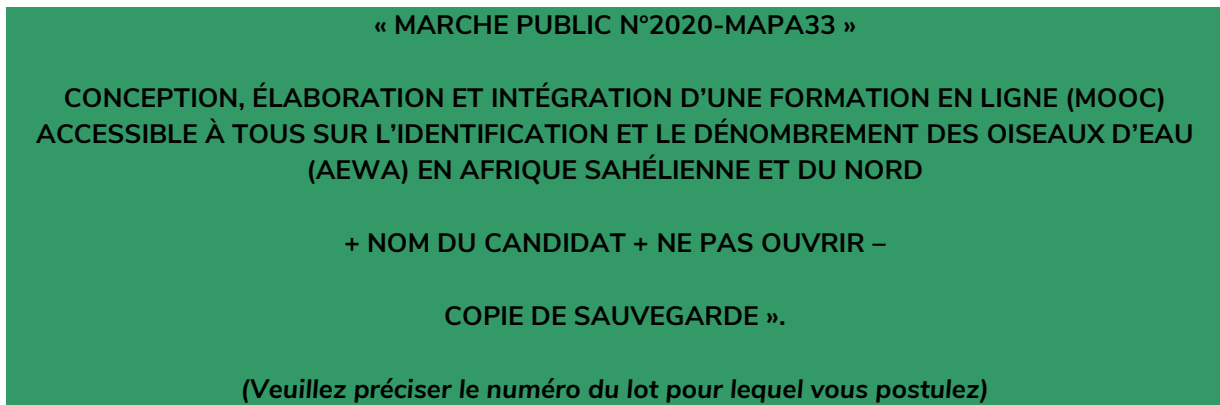
Pour rappel et conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, seule est ouverte la dernière offre reçue par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres. Dans le cadre d'un envoi multiple, le candidat devra transmettre systématiquement et à chaque envoi l'ensemble des pièces demandées.

6.2. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

OFB
Direction des Finances
Service de la Commande Publique
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar - Hall C - Bureau n°317-318 - 3^{ème} étage
94300 Vincennes

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :



Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (clé USB...) ou sur support papier, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres.

Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

ARTICLE 7 : DÉCISION FINALE

7.1. Attribution du marché

7.1.1 Classement des offres

Conformément au critère défini à l'article 5.2, ci-avant, les offres sont classées par ordre décroissant.

7.1.2 Documents à produire par l'attributaire

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir:

- Directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à 2143-10 du code de la commande publique, le soumissionnaire, auquel il est envisagé d'attribuer le marché public, fournit dans le délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- Où le cas échéant, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés doit être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail;



Lorsque le soumissionnaire est établi en France :

- Un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1;
- Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - Certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
 - Certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance
 - Pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.



Lorsque le soumissionnaire est établi **hors de France** :

Tous les documents listés, ci-dessous, doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établie dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité

sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale;

- Un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
- Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
 - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
 - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
- Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

7.1.3 Acte d'engagement

Après avoir été informé de l'attribution du marché, le titulaire devra rematérialiser, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE), daté, cacheté du jour initial de remise de l'offre ;
- L'annexe financière (DPGF), datée du jour initial de remise de l'offre.

La rematérialisation consiste en l'impression sur support papier des documents listés ci-dessus pour permettre au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de les signer et dater de façon manuscrite en original.

Ces documents devront être renseignés à l'identique de l'envoi dématérialisé déposé sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr



Attention : l'acte d'engagement doit être daté et signé par une personne dûment habilitée à engager la société.

Sous réserve de respecter la réglementation en vigueur, l'attributaire peut signer sous forme manuscrite ou électronique.

7.1.4 Politique d'achats responsables - égalité professionnelle femme-homme

Dans le cadre d'une politique d'achats responsables, l'OFB souhaite mobiliser les entreprises.

Afin de progresser en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, l'OFB souhaite œuvrer contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au soumissionnaire, auquel il est envisagé d'attribuer le marché public, de compléter et retourner le questionnaire élaboré par l'OFB et fourni en annexe au CCAP.

Ce questionnaire n'a pas de valeur contraignante. Toutefois, il est demandé à l'attributaire de le transmettre avant la date de notification du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire actualisera ce questionnaire, dans les conditions fixées dans le CCAP.

À titre supplémentaire, s'il le souhaite, le titulaire peut proposer tout projet permettant d'enrichir son offre sociale sans remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

7.2. Mise au point

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le soumissionnaire retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché.

Cette mise au point ne peut avoir pour objet de remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS

8.1. Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de réception des plis, une demande écrite à la personne publique via les modalités offertes pour ce faire par le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence de la consultation : 2020-MAPA33

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Pouvoir Adjudicateur ne sera plus tenu de répondre aux questions posées par les candidats sept (7) jours avant la date limite de remise des plis. Les renseignements complémentaires sont envoyés aux opérateurs économiques qui les demandent en temps utile, au plus tard trois (3) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis.

8.2. Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77000 MELUN
Tél : 01 60 56 66 30
Fax : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>